

République dominicaine

Élaborer un plan national de développement respectueux du climat

Activité	Conceptualisation, consultation des parties prenantes, développement technique et incidence politique initiale d'un plan national de développement respectueux du climat
Pays	République dominicaine
Secteur(s) concerné(s)	Énergie, transports, traitement des déchets, ciment, tourisme, foresterie
Période	2011-2012

Résumé

La République dominicaine a élaboré, sous la direction du Bureau du président, un Plan national de développement respectueux du climat (DECCC – Plan de Desarrollo Económico Compatible con el Cambio Climático) qui présente une feuille de route pour doubler la taille de l'économie en vingt ans tout en réduisant de moitié les émissions (soit environ 18 millions de tonnes d'équivalent CO₂). Le Plan a été approuvé et lancé par le président en septembre 2011 et présenté lors de la 17^e Conférence des parties (COP17) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), qui s'est tenue à Durban¹ la même année.

L'élaboration du Plan a nécessité une large participation des parties prenantes ainsi qu'un fort leadership de la part du gouvernement. Le processus de consultation a été mené par le Bureau du président et a impliqué la collaboration active d'environ 40 institutions des secteurs public et privé ainsi que de la société civile.

Les retombées ont été immédiates conduisant, d'une part, à l'inclusion dans le Plan national de développement à long terme d'un objectif prévu par la loi qui consiste à réduire de 25% les émissions de gaz à effet de serre (GES) en 20 ans et, d'autre part, à l'introduction d'un impôt sur les véhicules en fonction de leur niveau d'émissions de CO₂, une première dans le pays.



Parc éolien de Los Cocos, République dominicaine

© Conseil national sur les changements climatiques

¹ www.bmub.bund.de/en/bmu/press-and-speeches/current-press-releases/pm/artikel/dominican-republic-assumes-leading-role-in-climate-protection-1/ (en allemand uniquement).

République dominicaine

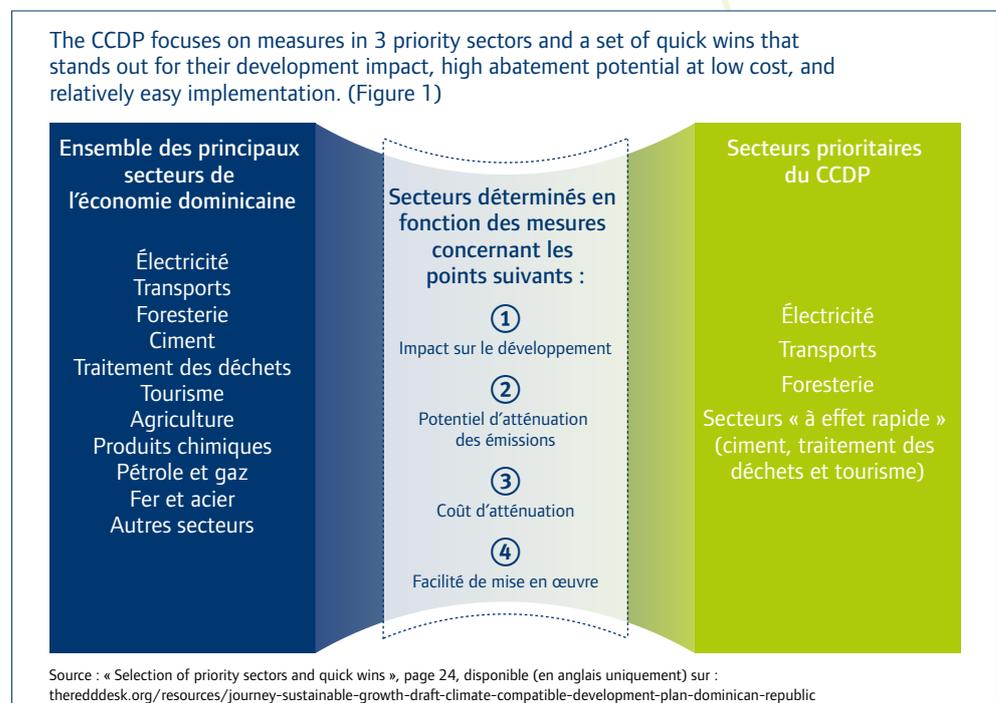
Élaborer un plan national de développement respectueux du climat

Le Plan a été accueilli favorablement à l'échelle internationale : le gouvernement allemand, par exemple, a consenti à financer à hauteur de 4,5 millions d'euros la deuxième phase de la mise en œuvre du DECCC axée sur l'élaboration de mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MAAN) par le biais de systèmes de mesure, de notification et de vérification (MRV) dans les secteurs du ciment et du traitement des déchets².

Contexte

En 2008, le gouvernement de la République dominicaine a créé, par décret présidentiel, le Consejo Nacional para el Cambio Climático y el Mecanismo de Desarrollo Limpio (CNCCMDL). Cet organe, avec à sa tête le président de la République en tant que responsable institutionnel, se compose d'un conseil de 15 ministères liés aux questions climatiques, entre autres les ministères de l'Environnement, de l'Économie, du Tourisme, des Finances et de l'Agriculture. De plus, le CNCCMDL a été la première structure institutionnelle à promouvoir les politiques d'atténuation des effets des changements climatiques.

Plus tard, en 2010, le gouvernement a lancé un processus visant à élaborer un Plan de développement à long terme pour le pays (END 2030) et à peu près à la même période, en 2011, a démarré l'élaboration du Plan DECCC. Le Plan END 2030 a été approuvé par le Congrès pour prendre force de loi au début de l'année 2012.



² www.mitigationpartnership.net/germany-and-dominican-republic-will-implement-second-phase-climate-compatible-development-plan-ccdp (en anglais uniquement).

République dominicaine

Élaborer un plan national de développement respectueux du climat

Activités

- » Réunions de consultation organisées à une vaste échelle par le Bureau du président au palais national : cinq réunions de consultation pour le Plan DECCC se sont déroulées au palais présidentiel entre février et juin 2011, réunissant 40 institutions environ. De plus, 16 réunions supplémentaires bilatérales et de groupes de travail ont été tenues au CNCCMDL, au ministère de l'Économie et dans d'autres ministères.
- » Mise en place d'une équipe technique composée d'experts nationaux et internationaux : deux experts nationaux ont été recrutés pour assurer la coordination des parties prenantes et le recueil des données. L'analyse de base de la modélisation des données et des scénarios a été réalisée par une équipe de consultants internationaux (McKinsey and Co.) engagée par la Coalition of Rainforest Nations (CFRN), qui a conservé l'ensemble des droits d'auteur.
- » Création de sous-comités de l'énergie, des transports et de la foresterie : en raison de la complexité du recueil et de l'analyse des données, trois sous-comités ont été créés, désignant quatre à cinq institutions (principalement publiques) pour l'exécution des tâches techniques spécifiques.
- » Approbation par le président et lancement au palais national : une fois finalisé, le Plan DECCC a été approuvé par le président qui a accepté d'en rédiger la préface et d'intervenir en tant qu'orateur principal lors du lancement officiel au palais national présidentiel.

Impact des plans d'action sectoriels (Figure 2)

	Énergie	Transport	Sylviculture	Gains rapides
Impact sur la réduction des émissions Mt éqCO ₂	-9	-5	-6	-5
Part de la réduction des émissions par rapport au potentiel technique de réduction Pourcentage	11 82	6 94	7 81	5 100
Nouveaux emplois permanents, 2030 Nombre	-35 000	-25 000	-13 000	-25 000
Impact économique Millions de dollars US par an	-1 000	-1 500	-50	-230
Dépenses en capital requises, 2010-2030 Milliards de dollars US	7,0	7,0	0,3	1,0

Source : « Impact of sector action plans », page 46,
<http://theredddesk.org/file/2159/download>

République dominicaine

Élaborer un plan national de développement respectueux du climat

- » **Présentation internationale lors de la COP17 de la CCNUCC à Durban** : suite à l'engagement public pris par la République dominicaine lors de la précédente COP, les responsables politiques du pays ont présenté les résultats du Plan DECCC lors d'un événement en marge de la Conférence des parties de la CCNUCC à Durban, en Afrique du Sud.
- » **Inclusion d'un objectif d'atténuation dans la stratégie nationale de développement** : en janvier 2012, le Congrès national a approuvé en tant que loi la stratégie nationale de développement 2030. Fondée sur le Plan DECCC, cette stratégie inclut l'objectif de réduction des émissions de 25 % sur la période 2010-2030.
- » **Approbation de la proposition de taxe CO₂ sur les véhicules** : dans le cadre d'un nouveau gouvernement et de la réforme fiscale, le CNCCMDL, en s'appuyant sur le Plan DECCC, a soumis une politique de taxation des véhicules en fonction de leur taux d'émission de CO₂ et obtenu son approbation.
- » **Élaboration d'une MAAN dans les secteurs « à effet rapide »** : en décembre 2012, le gouvernement allemand a approuvé un projet de quatre ans d'un montant de 4,5 millions d'euros pour la mise en œuvre d'une MAAN comportant un système MRV dans les secteurs du traitement des déchets et du ciment. Ces secteurs, qui représentent à eux deux 15 % des émissions nationales de GES, ont été identifiés comme des secteurs « à effet rapide » dans le Plan DECCC. Le projet est devenu opérationnel en septembre 2013.

Institutions impliquées	Coalition for Rainforest Nations (CfRN), McKinsey and Company, Bureau du président de la République dominicaine, Consejo Nacional para el Cambio Climático y el Mecanismo de Desarrollo Limpio (CNCCMDL), ministère de l'Économie, de la Planification et du Développement.
Partenaires	USAID, PNUD, GIZ, ambassade de la République fédérale d'Allemagne en République dominicaine, ambassade britannique en République dominicaine, ambassade des Pays-Bas en République dominicaine.
Financement	Le Plan a été financé par le ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature, de la Construction et de la Sécurité nucléaire (BMUB) pour un montant d'environ 1,8 million de dollars US par le biais de la CfRN.
Impact des activités	<ul style="list-style-type: none"> » Amélioration de la planification nationale à long terme : le Plan DECCC est devenu un instrument politique rigoureux sur le plan technique destiné à orienter les processus décisionnels à faibles émissions de carbone au niveau sectoriel. Il est devenu non seulement le premier plan à long terme du pays lié aux changements climatiques mais aussi l'un des premiers plans à long terme adoptés en République dominicaine indépendamment du secteur ou du thème. » Contribution essentielle à la stratégie nationale de développement (END 2030) afin d'intégrer l'indicateur de réduction de 25 % des émissions de carbone par habitant d'ici 2030 par rapport à 2010 (c'est-à-dire de 3,6 à 2,8 tonnes d'équivalent CO₂ par habitant). Premier instrument politique de planification à long terme de la République dominicaine, END 2030 a été approuvé en tant que loi organique (loi prioritaire nécessitant les deux tiers des votes au Congrès) en janvier 2012³. » Engagements internationaux : s'appuyant sur le point précédent, la République dominicaine s'est engagée au niveau international à réduire de 25 % les émissions de GES d'ici 2030 lors de la COP18 à Doha⁴.

³ www.consultoria.gov.do/spaw2/uploads/files/Ley%20No.%201-12.pdf (en espagnol uniquement).

⁴ <http://mitigationpartnership.net/dominican-republic-commits-25-reduction-greenhouse-gas-emissions-2030> (en anglais uniquement).

République dominicaine

Élaborer un plan national de développement respectueux du climat

- » **Mise en œuvre de la taxe carbone sur les véhicules** : politique spécifique pouvant déjà être attribuée à ce plan, la taxe carbone sur les véhicules en fonction de leur taux d'émissions de CO₂ a été approuvée en octobre 2012. Elle établit ainsi un précédent dans le pays en termes de politiques fiscales en faveur d'une économie à faibles émissions de carbone et ouvre des perspectives pour des politiques plus progressistes à l'avenir.
 - » **Renforcement des capacités d'atténuation** : fournit une feuille de route pour les principaux secteurs responsables des émissions de GES et a déjà attiré des fonds internationaux pour soutenir les mesures d'atténuation. Bien qu'il ne soit pas directement attribué au processus du Plan DECCC, le renforcement institutionnel est devenu par la suite une évidence au sein de certaines institutions publiques clés qui ont participé activement aux consultations. Moins d'un an après le lancement du Plan DECCC, les ministères de l'Économie, du Tourisme et de l'Agriculture ont créé des bureaux des changements climatiques composés chacun d'au moins trois fonctionnaires à plein temps, tandis que la Commission nationale de l'énergie a nommé un point de contact permanent pour les questions relatives aux changements climatiques.
 - » **Collaboration facilitée** : de nombreuses institutions publiques ont été consultées et ont largement collaboré au processus d'élaboration du Plan DECCC, ce qui a facilité un vaste échange de données et d'informations auparavant inaccessibles.
 - » **Soutien international garanti** : s'appuyant sur les secteurs « à effet rapide » identifiés dans le Plan DECCC, le gouvernement allemand a approuvé un projet de quatre ans visant à élaborer et mettre en œuvre deux MAAN dans les secteurs du ciment et du traitement des déchets, suite aux recommandations de réduction des émissions formulées dans le Plan DECCC concernant ces deux secteurs.
-
- » Le Plan DECCC a été approuvé et lancé par le président, démontrant ainsi **l'engagement et le leadership des plus hauts responsables politiques**. De plus, le processus de consultation a été organisé et coordonné par le Bureau du président sous l'autorité directe du vice-président, qui a procédé personnellement à son lancement au niveau international lors de la COP16 à Cancun.
 - » Le processus du Plan DECCC était un **processus impulsé par le pays**, complètement aligné sur l'initiative en cours qui consistait à mettre au point une stratégie nationale de développement. Ce processus, qui a fini par être approuvé par voie législative, comportait un objectif officiel de réduction des émissions de GES de 25 % d'ici 2030, contribution directe du Plan DECCC.
 - » Environ 20 ministères et institutions publiques (y compris le Bureau du président en tant qu'organisateur) ont activement collaboré à un processus approfondi de consultation participative nécessitant une **coordination dans l'ensemble des différents ministères**.
 - » L'élaboration de ce Plan a **impliqué les parties prenantes de tous les secteurs**, notamment les ONG des secteurs de la foresterie, de l'agriculture et de l'environnement, qui ont interagi de manière fluide et coopérative avec les acteurs du secteur privé dans les domaines de l'énergie, du traitement des déchets et du ciment.
 - » Le Plan DECCC détermine une **vision claire à long terme associée à une définition précise des objectifs et mesures à court et moyen termes**. Il identifie de manière explicite les secteurs « à effet rapide » où il est plus facile de réduire les émissions appropriées à court terme, en l'occurrence ceux du ciment et du traitement des déchets.

Bonnes pratiques identifiées

République dominicaine

Élaborer un plan national de développement respectueux du climat

Facteurs de réussite	<ul style="list-style-type: none"> » Leadership politique de haut niveau : il s'agit du facteur de réussite le plus pertinent qui a été identifié. Il témoigne de l'engagement actif du Bureau du président, qui a organisé directement les réunions de consultation (les allocutions d'ouverture ont été prononcées dans la plupart des cas par le vice-président en personne) au palais national en moyenne une fois par mois pendant cinq mois. Cela a permis au Plan DECCC de disposer d'un processus de coordination extrêmement fluide avec les ministères et d'apporter la légitimité suffisante pour impliquer le secteur privé et les organisations de la société civile. Le leadership et l'engagement dont ont fait preuve le Consejo Nacional para el Cambio Climático y el Mecanismo de Desarrollo Limpio et le ministère de l'Économie, de la Planification et du Développement ont également joué un rôle considérable. » Visibilité internationale : la présentation de l'initiative dans les différents forums internationaux a incité les acteurs nationaux (en particulier le gouvernement) à entretenir la dynamique et à fournir des résultats significatifs. » Soutien technique de qualité : une équipe de consultants (engagée par la CfRN) a fourni des méthodes solides qui ont permis à l'équipe nationale de poursuivre jusqu'au bout des analyses techniques très complexes en relativement peu de temps. Autre résultat : la valeur ajoutée que représente le renforcement des capacités nationales à la fin du processus technique.
Principaux obstacles/difficultés	<p>Quels ont été les principaux obstacles/difficultés rencontrés pour obtenir ces résultats ? Comment ont-ils été surmontés ?</p>
En matière de capacités	<p>Les capacités et la formation étaient insuffisantes chez plusieurs parties prenantes qui couvraient les thèmes faisant l'objet de la consultation.</p> <p>Les réunions ont servi d'espaces de formation où les parties prenantes ont acquis de nouvelles connaissances conceptuelles et techniques.</p>
En matière de financement	<p>Les dispositions financières de l'initiative ont permis de recruter seulement deux personnes à plein temps dans l'équipe technique nationale. Cela contraste avec la présence trois fois plus importante des consultants internationaux.</p> <p>La difficulté de disposer d'une équipe technique nationale restreinte a été surmontée en adoptant une approche extrêmement participative avec les parties prenantes par le biais de divers groupes de travail sectoriels. Ces groupes ont en particulier contribué au recueil et à la validation des données.</p>
En matière d'informations	<p>Des lacunes ont été observées dans les bases de données de nombreux secteurs. La culture institutionnelle du pays ne facilite pas l'accès et le partage rapides des informations.</p> <p>L'équipe technique nationale a décidé de participer davantage au recueil d'informations directement à partir des bases de données brutes des différents ministères, ce qui était initialement prévu. Cela a nécessité de rendre visite directement aux responsables des institutions et de réaliser des entretiens avec les experts afin de vérifier les sources et informations. De plus, les consultants internationaux ont eu recours à des méthodes d'estimation très sophistiquées et ont notamment bénéficié de l'aide d'experts en statistiques basés en Inde qui se servent de logiciels spécialisés ainsi que d'indicateurs de données.</p>
Enseignements tirés	<ul style="list-style-type: none"> » Faciliter davantage le renforcement des capacités dans le cadre des initiatives parrainées à l'échelle internationale : bien que la cohésion institutionnelle du pays se soit considérablement accrue dans le cadre du processus de consultation multipartite mené par le Bureau du président et que certaines institutions publiques aient renforcé leurs capacités techniques, le degré de dépendance vis-à-vis des consultants internationaux est resté relativement élevé.

République dominicaine

Élaborer un plan national de développement respectueux du climat

	<ul style="list-style-type: none"> » Impliquer activement les universités : compte tenu de la capacité des établissements d'enseignement supérieur à assimiler des connaissances techniques nouvelles et complexes et de leur aptitude à soutenir les futures initiatives, davantage d'experts et de techniciens nationaux auraient pu être recrutés, ce qui aurait permis d'accroître l'efficacité du processus de renforcement des capacités. » Garantir l'appropriation des données et l'accès à l'ensemble des informations relatives à la méthodologie : le projet n'a pas spécifiquement prévu que les données recueillies devaient demeurer aux mains du gouvernement dominicain. De plus, l'équipe nationale n'a pas pu accéder à l'ensemble des informations relatives à la méthodologie utilisée pour effectuer les calculs de scénarios complexes. La qualité technique du produit était donc excellente mais les futures mises à jour et révisions restent un défi technique pour les institutions nationales.
Comment reproduire ces pratiques	<ul style="list-style-type: none"> » Garantir un engagement politique de haut niveau dès le départ : cela facilite les autres activités essentielles à mettre en œuvre, en particulier en termes de participation des ministères et des principales parties prenantes. » Impliquer les décideurs clés des ministères chargés de la formulation des politiques économiques et de développement : afin de s'assurer qu'ils sont sensibilisés à la possibilité d'atteindre une forte croissance économique tout en réduisant les émissions et qu'ils y croient fermement. Ces ministères peuvent également jouer un rôle décisif dans la participation des autres secteurs et parties prenantes qui sont déterminants pour la réussite. » Intégrer les talents nationaux dans l'équipe technique, impliquer les universités et encourager l'appropriation nationale des données recueillies.
Contacts/renseignements	<ul style="list-style-type: none"> » M. Omar Ramirez Tejada, vice-président exécutif, CNCCMDL, despacho@cambioclimatico.gob.do
Autres ressources clés	<p>Plan national de développement respectueux du climat (DECCC) :</p> <ul style="list-style-type: none"> » Version espagnole : www.forestcarbonpartnership.org/sites/fcp/files/Documents/tagged/Hacia%20un%20crecimiento%20sostenible%20-%20El%20Plan%20DECCC%20de%20RD%20-%20Vers.pdf » Version anglaise : http://thereddesk.org/resources/journey-sustainable-growth-draft-climate-compatible-development-plan-dominican-republic
Site(s) Internet	<ul style="list-style-type: none"> » http://cambioclimatico.gob.do/2013/06/12/hacia-un-crecimiento-sostenible/ (en espagnol uniquement)
Auteur(s)	<p>Daniel Abreu Mejía</p> <p>Édition : Nicholas Harrison (Ecofys)</p> <p>Équipe éditoriale : Ana María Majano (INCAE) et María José Gutiérrez (INCAE) ; Frauke Röser, Thomas Day, Daniel Lafond, Niklas Höhne et Katja Eisbrenner (Ecofys)</p> <p>Coordination : Ecofys (www.ecofys.com) et CLACDS/INCAE Business School</p>
Contributeur(s)	<ul style="list-style-type: none"> » Omar Ramirez, vice-président exécutif du CNCCMDL » Nelly Cuello, consultante indépendante » Julian Despradel, coordinateur des relations internationales et interinstitutionnelles, Commission nationale de l'énergie

République dominicaine

Élaborer un plan national de développement respectueux du climat

Références

- » Consejo Nacional para el Cambio Climático y el Mecanismo de Desarrollo Limpio et ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature, de la Construction et de la Sécurité nucléaire, 2011, El plan de República Dominicana para el Desarrollo Económico Compatible con el Cambio Climático, Saint-Domingue (en espagnol uniquement).
- » Partenariat international sur l'atténuation et le MRV, 2014, Germany and The Dominican Republic will Implement the Second Phase of the Climate Compatible Development Plan (DECCC), disponible (en anglais uniquement) sur : www.mitigationpartnership.net/germany-and-dominican-republic-will-implement-second-phase-climate-compatible-development-plan-ccdp [consulté le 7 février 2014].
- » Ministère de l'Économie, de la Planification et du Développement de la République dominicaine, 2012, Ley 12-01 Estrategia Nacional de Desarrollo 2030, Congreso Nacional, Santo Domingo (en espagnol uniquement).
- » Ministère des Finances de la République dominicaine, 2011, Plan Plurianual del Sector Público 2011-2014, Saint-Domingue (en espagnol uniquement).
- » Ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature, de la Construction et de la Sécurité nucléaire, 2011, Dominican Republic assumes leading role in climate protection, disponible (en anglais uniquement) sur : <http://www.bmub.bund.de/en/press/press-releases/detailansicht-en/artikel/dominican-republic-assumes-leading-role-in-climate-protection-1/> [consulté le 5 février 2014].



Empowered lives.
Resilient nations.



Australian Government

giz

On behalf of:



Federal Ministry
for the Environment, Nature Conservation,
Building and Nuclear Safety

of the Federal Republic of Germany